



La lettre mensuelle

NOVEMBRE 2003

du comité

ATTAC-54

Les prochains rendez-vous

Réunions-débats

- **Lundi 1^{er} décembre 2003**
à la MJC Henri-Bazin, Nancy ⁽¹⁾
«Une nouvelle étape pour Attac».
- **Lundi 5 janvier 2004**
à la MJC Henri-Bazin, Nancy ⁽¹⁾

Réunions mensuelles

- **Mercredi 17 décembre à 20 h 30**,
au local de Sud-PTT, Nancy ⁽²⁾.
- **Mercredi 21 janvier à 20 h 30**,
au local de Sud-PTT, Nancy ⁽²⁾.

Groupes de travail

- **AGCS**
Lundi 8 décembre à 18 h 15,
au «Foy», place Stanislas, Nancy.

**Toutes nos réunions
sont ouvertes à tous**

Sur les ondes

- **Mercredi 26 novembre
de 19 h à 20h** : *«L'avenir
de l'Education nationale»*
sur Radio-Caraïbes (**FM 90.7**)

Conférences

- **Mercredi 28 janvier 2004**
Nico HIRTT : *«La marchandisation
de l'éducation»*
- **Vendredi 27 février 2004**
Jacques Nikonoff, président
d'ATTAC-France : *«Peut-on
éradiquer le chômage ?»*

(1) 47, rue Henri-Bazin - Nancy
(2) 76, rue de la Hache - Nancy

Faut-il sortir du nucléaire ?

ATTAC n'a pas, jusqu'à ce jour, pris position sur la question de l'énergie – et plus particulièrement de l'énergie nucléaire –, considérant que cela ne faisait pas directement partie de son champ d'intervention. Mais nous sommes de plus en plus souvent interpellés sur ce sujet, notamment par les «anti-nucléaires», d'autant que le gouvernement s'apprête à donner son feu vert au lancement d'une troisième génération de réacteurs, dits «EPR». La réunion du lundi 3 novembre était consacrée à cette question.

Une première partie de la réunion était consacrée à un exposé d'Anne-Gwenaëlle Guezennec (avec un diaporama que l'on peut consulter sur le site d'ATTAC-54).

La France produit aujourd'hui 4 fois plus d'électricité qu'il y a 30 ans, en raison notamment de l'augmentation de la consommation résidentielle et tertiaire (62 % de la consommation totale).

Environ 80 % de cette production est d'origine nucléaire. Le reste est d'origine hydraulique ou thermique classique (pétrole, charbon, gaz). La part des énergies renouvelables est insignifiante (0,7 %).

Trois raisons ont amené à privilégier la filière nucléaire : la présence d'uranium en grande quantité, le faible coût de production du kWh et le rendement énergétique élevé. Les deux premières sont aussi valables pour les énergies renouvelables (ressources illimitées et faible coût de production). En revanche, le véritable atout du nucléaire reste son rendement énergétique : la capacité de production d'un réacteur nucléaire de 1000 MW équivaut à celle de 2250 éoliennes, 30 000 km² de forêts, 1,9 million de tonnes de pétrole, 2,3 millions de tonnes de charbon ou 1,4 milliard de m³ de gaz naturel.

Mais le nucléaire présente des risques graves, dus en particulier aux déchets radioactifs, pour lesquels aucune solution fiable n'existe à ce jour. La question est donc politique : faut-il privilégier le critère de rendement ou celui de la sécurité ?

Peut-on sortir du nucléaire ? Le potentiel de production d'origine éolienne représente – hypothèse basse – 12,5 % de la consommation d'électricité en France en 2002. Dans un premier temps, on peut remplacer le programme des nouveaux réacteurs «EPR» par un programme éolien : pour le même investissement, on aurait une capacité de production supé-

rieure de 20 % et 50 000 emplois de plus... sans les déchets radioactifs.

Cela permettrait de prendre le temps de la réflexion et de la recherche pour envisager les moyens de sortir progressivement du nucléaire. Deux pistes : développer de nouvelles énergies encore très peu explorées (géothermie, solaire, houille verte) et réduire la consommation d'électricité (la France est le pays qui en consomme le plus par habitant).

Dans une seconde partie de la réunion, Michel Marie, membre du réseau «Sortir du Nucléaire», nous a présenté le point de vue de ce collectif, qui fédère quelque 600 associations, et dont les militants locaux sont particulièrement sensibilisés au problème des déchets nucléaires (projet de «laboratoire» souterrain de Bure, dans la Meuse). Pour lui, la question du nucléaire n'est pas un problème d'experts – leurs avis divergent –, mais un problème politique, qui concerne tous les citoyens.

La France est atypique, avec une production électrique à 80 % d'origine nucléaire. Dans les années 1970, il fallait remplacer le pétrole, et la filière nucléaire a été choisie pour plusieurs raisons : l'abondance des réserves d'uranium, le souci d'indépendance énergétique – un argument qui ne tient plus aujourd'hui, car l'uranium est entièrement importé –, mais aussi des raisons non avouées, comme l'existence d'intérêts liés au pouvoir dans la filière (exemple : la famille Giscard d'Estaing).

Le nucléaire moins cher ? Il faut prendre en compte les subventions publiques énormes dont a bénéficié la filière, notamment en matière de recherche (90 % du budget de la recherche sur les énergies en France), alors que rien de sérieux n'a été fait pour développer les énergies renouvelables. Et la TVA sur la géothermie est de 19,6 % au lieu de 5,5 %.

.../...

Faut-il sortir du nucléaire ? (suite)

La sécurité ? La revue *Contrôle*, pourtant pronucléaire, recense 400 à 600 incidents par an dans les sites français. On a déjà frôlé plusieurs accidents importants.

Le nucléaire «propre» ? Les réacteurs nucléaires ne rejettent pas de gaz à effet de serre, mais leur rendement en électricité n'est que de 38 % ; le reste, c'est de la chaleur qui s'échappe. Et on a trouvé de la radioactivité dans des rejets gazeux et dans des eaux de refroidissement.

Enfin, il y a le problème des déchets. Dès les années 1960, on les savait dangereux et on a cherché différentes solutions de stockage. Au départ, ils étaient rejetés dans la mer. Aujourd'hui, les déchets de classe A (de faible ou moyenne activité et de durée de vie inférieure à 300 ans) sont stockés sur terre, à La Hague et à Souhaines (Aube). Les déchets de classe B ou C ont une durée de toxicité pouvant atteindre des millions d'années. Ils représentent 10 % du volume total des déchets (l'équivalent d'une piscine olympique), mais 90 % de la radioactivité. Il en est «produit» un kilo par habitant et par an. La solution retenue est celle de l'enfouissement. Quatre sites sont été retenus, dont celui de Bure (Meuse), qui «tient la corde» : les déchets seraient enfouis à 500 m de profondeur dans l'argile. Qui peut garantir ce qui leur arrivera sur une durée de plusieurs milliers d'années, notamment en cas d'écoulement d'eau ?

Parmi les solutions pour sortir du nucléaire, le collectif propose de décentraliser la production, par exemple par la mise en place d'une éolienne par village, de panneaux photo-voltaïques, ce qui, en outre, favoriserait l'emploi local, éviterait la déperdition d'énergie dans le transport, éviterait les lignes à haute tension. Il estime qu'il faut associer EDF, en tant que service public, à la production «propre». Mais il constate l'absence de volonté politique, puisque, tout en prétendant vouloir «booster» les énergies renouvelables, le gouvernement ampute le budget de l'ADEME.

Un débat a suivi ces deux exposés. Voici quelques-unes des idées émises.

Le nucléaire présente des risques majeurs. Les informations concernant le transport des matières nucléaires sont désormais classées «Secret défense», sous prétexte de ne pas faciliter les actes terroristes. Par ailleurs, il est très difficile de protéger un réacteur contre le choc d'un avion gros porteur. Quant au réacteur de troisième génération «EPR», il laisse entier le problème des déchets.

Les projets de privatisation d'EDF, la dérégulation, l'objectif de compétitivité à court terme ont déjà des conséquences sur la politique de l'entreprise. Celle-ci consiste à faire fonctionner les équipe-

ments au-delà de leurs capacités et de leur durée de vie normales : on a déjà annoncé qu'une centrale construite pour 30 ans pourrait être maintenue en activité 10 ans de plus. L'entretien des centrales laisse déjà à désirer. Cela n'augure rien de bon pour la sécurité des installations.

Si le coût de production du kilowattheure nucléaire est moins élevé que celui obtenu par d'autres procédés, il faut y ajouter les coûts indirects, voire cachés. Outre les sommes consacrées à la recherche publique, il y a des coûts humains, sociaux, environnementaux : augmentation possible du nombre de cancers, risques d'accidents, traitement et stockage des déchets... Cela pose la question de la rentabilité et de son contenu. EDF doit-elle nécessairement être «rentable», au sens strict, financier du terme ?

La promotion des énergies renouvelables reste à l'état d'alibi en France. Le budget de l'ADEME diminue. L'installation de panneaux solaires reste très difficile. Rien ou presque n'est fait en matière de géothermie, une ressource inépuisable (la chaleur est constante, quelque soit le lieu et le climat, à 80 mètres sous terre). L'énergie éolienne se développe un peu, EDF est maintenant obligé de racheter leur courant, mais traîne les pieds.

A propos des éoliennes, les avis divergent sur leur esthétique et leur nuisance sonore. Mais une éolienne ne peut pas exploser... En Allemagne, on a installé plus de 100 fois la puissance électrique éolienne dont on dispose actuellement en France. Même si cela exige de l'espace – il faut plusieurs milliers de grosses éoliennes pour remplacer une centrale nucléaire –, cette énergie est intéressante en termes d'économie de ressources naturelles, de propreté, de sécurité.

L'utilisation d'énergies renouvelables implique de gérer l'énergie différemment, par exemple en s'appuyant sur des réseaux décentralisés, sur de nouvelles structures d'approvisionnement. L'amélioration récente des rendements énergétiques dans l'industrie et l'introduction de la cogénération offrent des possibilités.

La question de l'énergie pose celles de la consommation, de la croissance, des choix de société. L'éclairage urbain pourrait être réduit et la consommation tertiaire diminuée de moitié, notamment en repensant l'habitat ; en Allemagne, la consommation électrique baisse. Voulons-nous un pays parsemé de centrales nucléaires, dont une partie travaille pour l'exportation, ou une société plus décentralisée où la production d'énergie peut créer des emplois ? Et surtout, faut-il continuer à privilégier la croissance telle que nous la connaissons aujourd'hui ?

attac54.org

Les nouveautés sur le site d'ATTAC-54 :

- Le diaporama sur la production d'électricité en France projeté lors de la réunion-débat du 3 novembre.
- Un lien vers les sites du comité Stop-Bure et du réseau «Sortir du nucléaire».
- La liste des livres et vidéocassettes disponibles au comité Attac-54.

Lignes d'Attac

Au sommaire du dernier *Lignes d'Attac* :

«**Une nouvelle étape pour ATTAC**». Un débat sur les orientations d'ATTAC est en cours au niveau national. Au vu d'un ralentissement des adhésions, il apparaît nécessaire de réfléchir à l'organisation de l'association, à son projet, à ses relations avec la politique, aux alternatives à proposer, etc. Le débat se poursuivra jusqu'en mars 2004.

Historique des forums sociaux. Les forums sociaux, depuis Porto Alegre, se multiplient dans le monde entier. Du 12 au 15 novembre, sur quatre sites de la région parisienne (Paris, Saint-Denis, Bobigny et Ivry), le Forum Social Européen comptera 50 séances plénières et environ 200 séminaires. Le prochain Forum social mondial aura lieu à Bombay du 16 au 21 janvier 2004.

Batik équitable. 30000 batiks sont confectionnés pour ATTAC-France par des coopératives du Burkina Faso.

Succès de la souscription 2003. Les adhérents et sympathisants ont répondu à l'appel du CA : plus de 120 000 E en quatre mois.

L'échec de Cancun. Le libre échange généralisé, objectif ultime de l'OMC, est refusé par de nombreux pays du Sud.

Délinquance financière. La condamnation des paradis fiscaux et la dénonciation des gouvernements complices sont des priorités. Des actions pour provoquer une prise de conscience ont été menées en octobre.

... **Et un dossier de 4 pages** : «Vers un traité constitutionnel européen. Premières analyses d'ATTAC».

ATTAC-54 sera présent les 22 et 23 novembre au «Marché du monde», manifestation organisée dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale au Conseil Général et dans les «Galeries Thermal».

Pour nous contacter

Comité ATTAC-54

76, rue de la Hache

54000 NANCY

Tél. 03.83.35.94.94

Fax 03.83.35.95.00

E-mail : attac.54@laposte.net

Site internet : attac54.org

Permanence :

tous les mercredis de 17 h à 18 h

